

Recommandations sur les mesures faciles à mettre en place pour l'eau et la paix au Moyen-Orient – Mars 2016

Introduction:

Au cours des 20 dernières années, les négociations de paix entre Israël et la Palestine se sont toujours fondées sur la conviction (des deux parties) que les principaux enjeux du conflit pouvaient, et devaient, trouver une réponse simultanée afin de parvenir à un accord de paix sur le statut final. Ainsi, la question de la répartition équitable et de la gestion efficace des ressources en eau partagées par les deux entités n'a pu être résolue en raison de l'échec des discussions sur les autres aspects du statut final. Les différents intervenants commencent à se rendre compte que l'approche du «tout ou rien» fait partie du problème, et que des avancées sur des points spécifiques et solubles, comme celui de l'eau, permettraient de redonner aux habitants l'espoir que la paix et la fin des hostilités sont possibles.

L'eau: un faible coût politique pour des gains considérables

Si la résolution des problèmes liés à l'eau ne permettra pas de trouver une solution globale, aucun accord futur sur le statut final ne sera complet sans une répartition juste et efficace des réserves d'eau douce de la région. En outre, l'eau et l'assainissement jouant un rôle clé dans le développement économique et social, la stabilité d'un tel accord serait compromise en l'absence d'un mécanisme conjoint pour une répartition équitable et une gestion efficace des ressources en eau.

Les compétences d'Israël en matière de dessalement, de traitement et de recyclage de l'eau peuvent se révéler décisives sur le plan politique, pas seulement dans le contexte du conflit israélo-palestinien, mais pour l'ensemble de la région. Aujourd'hui, Israël produit une quantité excessive d'eau. Ainsi, aucun secteur ne sera perdant si le pays partage plus équitablement les eaux naturelles avec les Palestiniens et continue à vendre de l'eau dessalée à la Jordanie. Pour Israël, le coût politique d'un nouvel accord sur la répartition des eaux naturelles entre les deux territoires serait donc faible. Par le passé, les paysans israéliens auraient subi une réduction des quantités d'eau attribuées à l'agriculture, et se seraient donc opposés à un tel accord. Aujourd'hui, ils n'ont plus aucune raison de le faire. De plus, la population et le gouvernement israéliens sont fiers de leur rôle de leader dans le secteur de l'eau et envisagent le commerce de la ressource comme un enjeu stratégique pour la sécurité et la stabilité, comme le montrent les récents accords conclus avec la Jordanie. Le gouvernement palestinien, quant à lui, devrait être impatient de présenter une mesure permettant d'améliorer les conditions de vie de la population. En effet, un meilleur accès à l'eau améliorerait considérablement le quotidien de tous les Palestiniens et stimulerait fortement l'économie du pays.

Sur un plan politique, social et économique, il est donc judicieux de faire avancer la question de l'eau dans le processus politique entre Israël et la Palestine. Ces progrès pourront être vus d'un œil critique comme une acceptation du *statu quo* politique existant. Toutefois, si elle est mise en œuvre correctement, dans le but de restaurer la confiance entre les deux parties, la résolution de cet aspect relativement «simple» du statut final pourrait ouvrir la voie à une reprise des discussions sur des questions politiques plus larges.

Perspectives et priorités pour la région

Si l'on tient compte de l'instabilité de la région, il paraît encore plus pertinent d'axer les discussions sur l'eau. Les Syriens continuant d'affluer vers la Jordanie voisine pour y trouver refuge, il est essentiel de mettre l'accent sur les perspectives économiques liées à l'eau pour eux comme pour la population jordanienne si l'on veut éviter d'aggraver la crise et l'instabilité dans la région.

L'évolution de projets associés à l'eau, tels que l'intensification des échanges de la ressource et un plan directeur pour la vallée du Jourdain offrant de nouvelles perspectives, permet non seulement d'établir une relation de confiance avec les Palestiniens, mais aussi d'utiliser les progrès israéliens dans le secteur de l'eau pour stabiliser la situation à l'échelle régionale. Les ressources énergétiques (gaz naturel et énergies renouvelables) peuvent être exploitées pour produire davantage d'eau.

Mesures immédiates bilatérales Israël/Palestine recommandées:

- Doubler de nouveau le volume d'eau vendu par Israël à Gaza pour passer de 10 à 20 millions de mètres cubes par an (afin d'atteindre la capacité actuelle des aqueducs). Cela suppose la construction de réservoirs à Gaza que les pays donateurs se sont déclarés prêts à prendre en charge.
- Acheminer 20 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires vers les villes les plus arides du sud de la Cisjordanie grâce au nouvel aqueduc de Deir Sha'ar, financé par USAID, qui constitue désormais la principale infrastructure d'approvisionnement en eau pour 200 000 Palestiniens habitant cette zone. Actuellement, cet aqueduc n'achemine que 5 millions de mètres cubes, alors qu'il pourrait transporter jusqu'à 26,3 millions de mètres cubes si une quantité d'eau plus importante était disponible.
- Approuver la vente d'électricité supplémentaire pour la nouvelle station d'épuration située au nord de la bande de Gaza. La première phase du projet a pris fin l'année dernière, mais il manque 3,5 MW pour exploiter l'infrastructure et traiter 35 000 mètres cubes d'eaux usées par jour, soit plus d'un tiers des eaux usées de Gaza rejetées quotidiennement dans la Méditerranée.

Mesures provisoires:

- Accélérer l'approbation des projets palestiniens liés à l'eau et à l'assainissement qui a été retardée, car le Joint Water Committee ne s'est pas réuni depuis près de 5 ans.
- Augmenter de 30 millions de mètres cubes la quantité d'eau pouvant être prélevée par les Palestiniens dans les puits existants des bassins nord et ouest de l'aquifère de la Montagne.
- Approuver la construction d'un gazoduc entre Israël et la bande de Gaza.
- Créer un groupe de travail mixte pour avancer sur l'exploitation du gaz naturel marin de Gaza.
- S'engager à finaliser un nouvel accord sur l'eau entre Israël et la Palestine dans un délai donné.



Mesures régionales:

- Appeler la communauté internationale à mettre en place un «plan Marshall» pour la stabilité du Moyen-Orient s'appuyant sur l'intégration régionale des ressources naturelles.
- Soutenir un plan directeur pour la vallée du Jourdain afin de réhabiliter le fleuve et de créer des emplois et de nouvelles richesses dans cette zone.
- Créer un groupe de travail pour faire progresser la coopération entre Israéliens, Jordaniens et Palestiniens sur un programme à grande échelle portant sur l'eau et les énergies renouvelables.